

Les dirigeants de l'EAC vont accélérer le processus d'intégration de la région

@rib News, 29/04/2009 â€“ Source APA Le rapport sur les concertations nationales pour une accélération du processus de mise en place de la fédération de l'Afrique de l'Est est au centre des discussions du sommet des chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC), mercredi à Arusha, en Tanzanie. Des concertations nationales se sont déroulées au Rwanda et au Burundi. Selon une source proche du rapport pour le Rwanda, les Rwandais sont favorables à la fédération politique et à son accélération, mais préfèrent que l'intégration se fasse de manière progressive.

Le schéma proposé par les Rwandais serait le suivant : l'Union douanière, suivie de la mise sur pied du Marché commun, de l'Union monétaire pour aboutir finalement à la Fédération politique. Selon un communiqué de presse du secrétariat de l'EAC, le sommet va également discuter du rapport sur l'évolution du protocole portant sur le marché commun et devrait arriver à une position commune sur le projet de Gouvernement de l'Union africaine. Le juge ougandais, James Ogoola sera officiellement installé lors du sommet comme juge à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est. Le président rwandais, Paul Kagame, l'actuel président du sommet, est arrivé mardi soir à Arusha, pour retrouver ses homologues de la Tanzanie, Jakaya Kikwete, du Burundi, Pierre Nkurunziza, du Kenya, Mwai Kibaki, et l'Ougandais Yoweri Kaguta Museveni. Ces chefs d'Etat ont assisté au lancement de l'autoroute Arusha-Namanga-Athi River, long de 240 km et reliant Arusha à Nairobi. M. Kagame a salué le projet qu'il considère comme un jalon important dans le calendrier d'intégration politique de l'EAC. Ce projet de reconstruction et de modernisation routière, d'un montant de millions de dollars, est le premier grand projet initié dans le cadre du Projet routier de l'Afrique de l'Est, qui a été lancé en 1998. Il est financé par la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA).